

ECO BUSINESS

PME - TPE - STARTUP

By LODJ

28 Juillet 2025

www.lodj.ma



CASABLANCA SETTAT

Laboratoire d'un Maroc qui s'invente

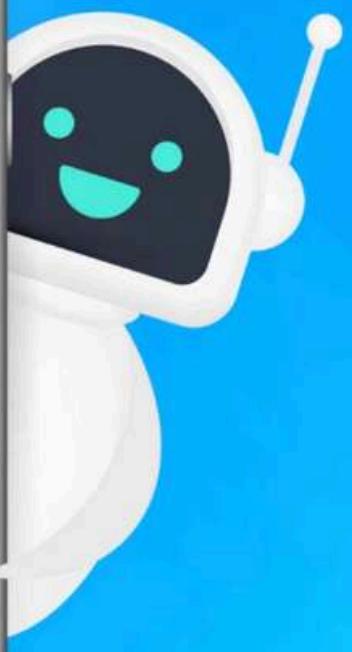
SCAN ME





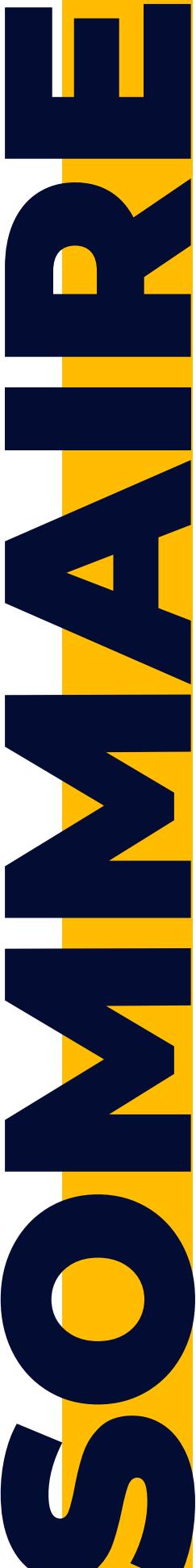
LODJ CHATBOT

WWW.LODJ.MA



**PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.**





ÉDITO : CASABLANCA-SETTAT, LABORATOIRE D'UN MAROC QUI S'INVENTE

CASABLANCA-SETTAT, FUTURE CAPITALE ÉCONOMIQUE VERTE ?

RER, TRAM, BHNS : LA MOBILITÉ RÉGIONALE PASSE LA VITESSE SUPÉRIEURE

ZONES INDUSTRIELLES : CASABLANCA-SETTAT PARIE SUR LES TPE COMME SUR LES MULTINATIONALES

POLLUTION, DÉCHETS, QUALITÉ DE L'AIR : LA RÉVOLUTION VERTE DE MÉDIOUNA

RURALITÉ OUBLIÉE OU AVENIR STRATÉGIQUE ? LA REVANCHE DISCRÈTE DES CAMPAGNES DE CASABLANCA-SETTAT

CAN 2025 ET COUPE DU MONDE 2030 : CASABLANCA-SETTAT À L'ÉPREUVE DES GRANDS ÉVÉNEMENTS

DETTE, BUDGET, LEVIER FINANCIER : UNE GOUVERNANCE RÉGIONALE À L'ÉPREUVE DE LA RÉALITÉ

RÉUTILISATION DES EAUX USÉES À CASABLANCA : DE LA PÉNURIE À L'INNOVATION HYDRIQUE

RÉGIONALISATION AVANCÉE : CASABLANCA-SETTAT COMME LABORATOIRE POLITIQUE NATIONAL

ABDELLATIF MAÂZOUZ, LE STRATÈGE DISCRET D'UNE RÉGION EN MUTATION

ENTRETIEN EN 10 QUESTIONS À ABDELLATIF MAÂZOUZ, PRÉSIDENT DE LA RÉGION CASABLANCA-SETTAT



Imprimerie Arrissala

ECO BUSINESS - 28 JUILLET 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR

NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSAID - MAMOUNE ACHARKI

KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY

INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur : www.pressplus.ma



CASABLANCA-SETTAT

LABORATOIRE D'UN MAROC QUI S'INVENTE

« Pour ce dernier numéro de la saison, avant le traditionnel black-out informatif du mois d'août, la rédaction de L'ODJ Média a choisi de prendre de la hauteur... en redescendant dans le détail. Et ce détail, c'est une région. Une seule. Mais pas n'importe laquelle : Casablanca-Settat. »

Pourquoi Casablanca-Settat ? Parce qu'elle est tout simplement à la fois le cœur économique du pays, son principal poumon urbain, son carrefour logistique, son pôle industriel... et pourtant, un territoire souvent mal connu dans sa complexité, caricaturé dans sa centralité, ou ignoré dans ses fractures.

Durant tout cet été, entre sécheresse et inflation, politiques monétaires et grands chantiers, il nous a semblé essentiel de revenir sur ce que représente aujourd'hui cette région qui, au-delà de Casablanca la tentaculaire, abrite des campagnes oubliées, des périphéries stratégiques, des décharges en mutation écologique, et des ambitions budgétaires aussi audacieuses que discrètes.

Nos journalistes ont enquêté, interrogé, analysé. Résultat : dix articles, dix angles, un même fil conducteur – celui d'un territoire en transition. Transition écologique, transition hydrique, transition logistique, mais aussi transition politique.

Ce numéro spécial vous propose ainsi :

Une plongée dans la métamorphose verte de Médiouna, qui veut faire oublier l'une des pires décharges d'Afrique en la transformant en colline éducative.

Une enquête sur la réutilisation des eaux usées, symbole d'un nouveau rapport à la ressource dans un Maroc qui s'assèche.

Un décryptage des zones industrielles mixtes, où TPE et multinationales cohabitent dans un équilibre fragile.

Un focus sur la gouvernance budgétaire régionale, qui tente l'emprunt sans la dette, l'investissement sans l'austérité.

Une exploration des marges rurales, loin de la vitrine casablancaise, où la région tente une revanche silencieuse sur les inégalités territoriales.

Et surtout, le portrait d'un homme : Abdellatif Maâzouz, stratège discret, figure centrale d'une gouvernance qui préfère la feuille de route à la punchline.

Il a bien voulu répondre à nos questions dans un entretien franc et sans concession.

À l'heure où la régionalisation avancée devient un impératif plus qu'un idéal, Casablanca-Settat expérimente, innove, parfois tâtonne, mais avance.

Et c'est précisément cette marche, faite d'ambitions assumées et de contraintes bien réelles, que nous avons voulu documenter.

Car raconter une région, c'est parler du pays entier. De ses fractures comme de ses forces. De ses lenteurs comme de ses sursauts. De ce qu'il est... et de ce qu'il cherche à devenir.

Alors, avant de baisser le rideau pour l'été, nous vous invitons à lire Casablanca autrement. Pas comme une mégapole saturée, mais comme un laboratoire du Maroc en construction.

Bonnes lectures, bon été... et à très vite pour une rentrée où d'autres régions, d'autres chantiers, d'autres modèles méritent d'être mis en lumière.

Ce numéro est inspiré du dossier spécial publié par nos confrères LES ECO.





INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING



REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE
ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

CASABLANCA-SETTAT, FUTURE CAPITALE ÉCONOMIQUE VERTE ?

Une région en pleine mue écologique, entre ambition politique et urgence environnementale

Casablanca-Settat accélère sa transformation écologique : déchets, eaux usées, transport, la région veut devenir un modèle de développement durable.

Casablanca-Settat : vers une transition écologique structurante

Longtemps décriée pour son urbanisation anarchique, sa pollution persistante et sa gestion défaillante des déchets, la région Casablanca-Settat amorce un virage stratégique sans précédent. Sous l'impulsion de son président, Abdellatif Maâzouz, la première région du Royaume semble décidée à s'imposer comme un modèle en matière de transition écologique. En témoigne une série de projets structurants qui combinent ambition territoriale, sobriété environnementale et responsabilité budgétaire.

Médiouna : la fin d'une époque, le début d'un symbole

Le cas de la décharge de Médiouna illustre à lui seul cette mutation. Ce site, tristement célèbre pour avoir été l'un des plus grands dépotoirs à ciel ouvert du pays, est en cours de réhabilitation pour devenir... une colline verte. Une première au Maroc. Ce projet, présenté comme un « éco-campus des déchets », ne se contente pas d'enterrer le passé : il le recycle. Sur une surface réduite de 950 à 40 hectares, il intégrera tri sélectif, valorisation énergétique et traitement moderne des déchets, avec un budget global de 18 milliards de dirhams, dont 80 % alloués à cette seule infrastructure.

Cette transformation vise non seulement à réduire les nuisances environnementales et sanitaires, mais aussi à proposer un cadre éducatif et pédagogique, tourné vers les métiers verts et l'économie circulaire. Médiouna pourrait bien devenir, à terme, le visage le plus symbolique de cette « Casablanca verte » que la région appelle de ses vœux.

De l'eau usée à l'or vert : les stations de réutilisation se multiplient

Autre chantier majeur : la gestion alternative de l'eau. Face à un stress hydrique de plus en plus alarmant, la région a fait le choix audacieux de réutiliser les eaux usées traitées pour irriguer ses espaces verts. La première station opérationnelle, à Sidi Bernoussi, alimente déjà une large portion de la ville, en particulier le nord de Casablanca.

D'ici fin 2025, une deuxième station sera mise en service à El Hank, près du prestigieux quartier d'Anfa.

Elle permettra d'irriguer des sites emblématiques comme la mosquée Hassan II, le parc de la Ligue arabe ou le golf d'Anfa. Grâce à ces infrastructures, la ville réduit sa dépendance à l'eau potable tout en préservant un patrimoine végétal essentiel à la qualité de vie urbaine.

Une approche globale : mobilité, énergie, qualité de l'air

Au-delà de l'eau et des déchets, la région investit également dans d'autres leviers de transformation durable. Un réseau express régional (RER) est en cours de déploiement, visant à décongestionner les axes routiers et à réduire les émissions de CO₂. La région a déjà contribué à hauteur de 5,5 milliards de dirhams à ce projet, en partenariat avec l'ONCF.

Des stations de mesure de la qualité de l'air sont également en cours d'installation. L'objectif : publier des bulletins réguliers pour sensibiliser la population et mieux cibler les actions. Maâzouz plaide pour une tolérance zéro vis-à-vis des pollueurs, tout en rappelant que « la pollution de l'air est un enjeu de santé publique plus grave que le Covid ».



Enfin, un vaste programme de reboisement et de préservation des espaces verts a été intégré au schéma régional d'aménagement. Les zones industrielles elles-mêmes (Laghdira, Settat, Ahl Loughlam, etc.) seront pensées comme des écosystèmes mixtes, intégrant tri sélectif, transport interne durable, et zones vertes tampon.

Une gouvernance écologique assumée et budgétairement prudente

Derrière ces projets se dessine une méthode : celle d'une ingénierie financière territoriale rigoureuse. La région table sur un effet de levier budgétaire, misant sur chaque dirham investi pour en générer trois supplémentaires via les partenariats. Le budget régional, fixé à 1,4 milliard de dirhams pour 2025, est complété par un emprunt obligataire inédit de 1 milliard de dirhams, prévu en septembre.

Cette capacité d'endettement, maintenue sous la barre des 10 %, permet de financer les projets sans compromettre la stabilité financière. Ce modèle de gouvernance pourrait inspirer d'autres régions du Royaume, à l'heure où la régionalisation avancée réclame plus d'autonomie... et plus de résultats.

Entre ambition politique et pression climatique

Mais tout n'est pas si simple. Les défis restent nombreux : lenteurs administratives, chevauchements institutionnels, difficulté à articuler les échelles régionale, communale et nationale. Et surtout, l'urgence climatique n'attend pas. La région Casablanca-Settat doit composer avec des besoins croissants en énergie, en mobilité et en services urbains dans un contexte de croissance démographique soutenue.

C'est donc une véritable course contre la montre qui s'engage : transformer une mégapole parmi les plus polluées du pays en capitale économique verte, sans compromettre son attractivité ni son dynamisme. Un pari audacieux, mais qui pourrait bien faire école si la promesse d'un développement durable, inclusif et performant se concrétise.

Casablanca-Settat veut changer de visage et devenir le symbole d'un Maroc urbain résolument tourné vers l'écologie. Entre eaux usées recyclées, gestion intelligente des déchets, décarbonation des transports et revitalisation des zones rurales, la région se donne les moyens de ses ambitions. Reste à voir si ces projets tiendront leurs promesses... et surtout si d'autres régions suivront l'exemple.



RER, TRAM, BHNS... CASABLANCA-SETTAT MET LES TRANSPORTS SUR LES RAILS DE DEMAIN

Une métamorphose urbaine et régionale portée par une nouvelle ambition de mobilité intégrée

Casablanca-Settat accélère sa révolution des transports avec un RER, des trains régionaux, tramways et BHNS pour une mobilité urbaine durable et intégrée.

La mobilité, colonne vertébrale du nouveau Casablanca

La région Casablanca-Settat change d'échelle. Et pour soutenir cette transformation, elle a choisi de repenser entièrement son système de transport. Au cœur de cette révolution silencieuse mais structurante, un mot revient : intégration. Car désormais, il ne s'agit plus d'ajouter des lignes ici ou là, mais de tisser un maillage cohérent, multimodal, rapide et accessible. Tramway, BHNS, trains régionaux, RER... Le cap est clair : offrir à chaque citoyen un moyen de transport à moins de 10 minutes de chez lui. Un objectif ambitieux, mais déjà en marche.

Casablanca à 12 minutes : le pari du RER

Projet-phare de cette stratégie, le Réseau Express Régional (RER) reliera Benslimane à Nouaceur via Casablanca, avec 18 arrêts et une fréquence de 12 minutes. Inspiré des grandes métropoles européennes, ce modèle vise à désaturer les axes routiers, réduire les temps de trajet, et surtout connecter les périphéries rurales et industrielles au cœur urbain.

Ce RER permettra de fluidifier les échanges domicile-travail, souvent contraints à de longs trajets en bus ou en voiture. Pour les entreprises aussi, il représente un levier de compétitivité : en rapprochant les bassins d'emplois des zones résidentielles, il facilite le recrutement et améliore la qualité de vie des salariés.

Des trains régionaux pour relier les territoires

En parallèle, deux lignes de trains régionaux sont prévues : Casablanca - El Jadida, via une nouvelle gare centrale, attendue pour 2029.



Casablanca – Settat, en passant par Dar Bouazza, dans une logique de desserte périurbaine.

Ces lignes compléteront le maillage en offrant des trajets cadencés toutes les 15 à 30 minutes, selon les zones. Avec ces connexions, la région mise sur une intégration complète entre centres urbains, zones industrielles et communes rurales.

Tramway, BHNS, échangeurs : la ville se redessine

Casablanca a déjà connu une première révolution de surface avec les lignes 1 et 2 du tramway. Mais avec l'inauguration des lignes 3 et 4, le réseau s'étend et se densifie. Le Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) complète le dispositif dans les zones à forte affluence, avec des véhicules modernes, climatisés, et à faible émission.

En parallèle, des échangeurs stratégiques comme ceux de Sidi Maârouf et Zenata, en cours d'achèvement, viendront désengorger les flux routiers et rationaliser l'entrée et la sortie des zones urbaines. Une nouvelle route reliant Taddart à l'aéroport Mohammed V permet désormais une liaison directe avec Nouaceur.

8 milliards de dirhams pour relier les habitants

L'ensemble de ce plan représente un investissement global de 8 milliards de dirhams, dont 5,5 milliards pris en charge par la région. Un engagement massif, qui fait de Casablanca-Settat la région la plus contributrice du Royaume en matière de mobilité structurante.

Ce financement repose aussi sur une stratégie de levier budgétaire : emprunts obligataires, cofinancements avec l'État, appuis de bailleurs internationaux. Ce montage permet de mobiliser rapidement les ressources sans mettre en péril la soutenabilité financière de la région.

Moins de pollution, plus de justice sociale

Au-delà de la performance technique, cette politique de mobilité a une portée sociale et environnementale forte :

Réduction des embouteillages, donc moins d'émissions polluantes.

Amélioration de l'accès à l'emploi, notamment pour les habitants des quartiers périphériques.

Fluidification du tourisme et des grands événements, à l'horizon CAN 2025 et Coupe du Monde 2030.

C'est aussi une réponse directe aux inégalités de mobilité entre le centre et les marges. Aujourd'hui, des zones entières restent mal desservies, avec des conséquences concrètes sur l'emploi, la santé ou la scolarité. Le nouveau maillage entend corriger ces fractures.

Une nouvelle géographie urbaine en gestation

Avec cette refonte complète du transport, c'est toute la géographie fonctionnelle de la région qui est en train de muter. Les futurs pôles économiques (zones industrielles, technopoles, hubs logistiques) seront pensés en synergie avec les axes de mobilité, et non plus en marge.

Cette logique de transit-oriented development permet une urbanisation maîtrisée, où les nouveaux quartiers ne deviennent pas des cités-dortoirs, mais des nœuds de vie connectés. Une vision résolument contemporaine du développement urbain, inspirée des modèles nordiques ou asiatiques.

En misant sur une mobilité intégrée, inclusive et durable, Casablanca-Settat fait bien plus que construire des rails : elle redessine son avenir. Du RER à la voie côtière, du tramway aux trains régionaux, chaque projet de transport devient un levier de justice sociale, de cohésion territoriale et de compétitivité économique. Reste à garder la cadence... et à éviter les dérapages que connaît souvent le béton dans nos villes.



ZONES INDUSTRIELLES : CASABLANCA-SETTAT PARIE SUR LES TPE COMME SUR LES MULTINATIONALES

Une nouvelle stratégie territoriale entre géants de l'industrie et économie de proximité

Casablanca-Settat redéfinit son tissu industriel en intégrant TPE locales et grandes entreprises à travers des zones adaptées, durables et inclusives.

Le foncier, nerf de la guerre du développement économique régional

Pendant des années, la région Casablanca-Settat a été confrontée à un paradoxe : un potentiel économique énorme, mais des freins structurels puissants, à commencer par la rareté du foncier aménagé. Sous l'impulsion d'Abdellatif Maâzouz, président du Conseil régional, ce verrou est en train de sauter.

Avec plus de 700 hectares mobilisés pour accueillir des zones industrielles, logistiques et artisanales, la région met en œuvre une politique foncière volontariste. Objectif : attirer les grands investisseurs, mais aussi offrir un cadre formel aux petites structures souvent marginalisées.

Laghdira et Settat : deux moteurs industriels pour attirer les géants

En septembre prochain, deux appels à manifestation d'intérêt seront lancés pour des zones d'activité stratégiques : Laghdira, avec 250 hectares, se positionne comme un futur pôle industriel d'envergure nationale.

Settat, avec 54 hectares, cible une implantation rapide d'activités logistiques et manufacturières.

Ces sites ont été sélectionnés pour leur accessibilité (autoroutes, proximité des grands axes), leur potentiel d'extension, et leur capacité à accueillir des entreprises de taille importante. Ils bénéficieront d'infrastructures modernes, de services mutualisés (voirie, gestion des déchets, sécurité) et d'un encadrement environnemental strict.

Zones de proximité : intégrer l'économie informelle dans le circuit formel

Mais la stratégie ne s'arrête pas aux grands groupes. Pour la première fois,



la région développe un modèle dual, qui comprend aussi des zones de petite taille dédiées aux TPE et PME locales, souvent issues des quartiers environnants.

La zone Ahl Loughlam à Sidi Bernoussi (10 ha), déjà opérationnelle, a généré plus de 4.000 emplois directs.

Une autre zone, à Errachad (Médiouna), vise à accueillir les artisans et commerçants délocalisés lors d'opérations de relogement.

Ces mini-zones permettent de formaliser l'activité économique locale, tout en réduisant la pression sur les quartiers populaires. Elles sont pensées comme des éco-zones inclusives, avec des loyers accessibles, une gestion collective, et des passerelles vers la formation et l'accompagnement.

Vers un écosystème industriel mixte et durable

Le modèle défendu par Casablanca-Settat repose sur une logique d'intégration verticale : grandes entreprises, fournisseurs, sous-traitants, artisans, tous réunis dans des espaces conçus pour favoriser les synergies économiques.

À l'image du parc SAPINO de Nouaceur, qui a servi de source d'inspiration, ces nouvelles zones adoptent un design écologique, intégrant :
gestion des déchets en circuit court,
recyclage des eaux usées,
mobilité douce interne,
zones tampons végétalisées,
services de proximité (restauration, santé, transport des salariés).

Défis persistants : foncier, gouvernance, attractivité

La mise en œuvre de cette stratégie ambitieuse n'est pas sans obstacles :

L'acquisition foncière reste complexe, entre procédures administratives, cadastre flou et négociations foncières délicates.

La coordination entre région, aménageurs et investisseurs demande un pilotage fin, souvent entravé par les lenteurs bureaucratiques.

L'attractivité face à d'autres régions du Royaume ou à des pays concurrents (Tunisie, Sénégal) impose une offre claire, compétitive et fiable.

Le pari d'Abdellatif Maâzouz est de conjuguer planification régionale, gouvernance partenariale et rigueur d'exécution. Un équilibre délicat, mais indispensable pour que la région tienne ses promesses.

Un levier contre le chômage... et pour la relance

La finalité est claire : créer des emplois durables. Dans un contexte de ralentissement économique mondial, la région mise sur l'industrie comme levier de relance. Selon les projections régionales, les zones planifiées devraient permettre à court et moyen terme la création de dizaines de milliers d'emplois directs et indirects.

Mais au-delà des chiffres, c'est une reconfiguration du tissu productif régional qui est visée : sortir d'un modèle déséquilibré centré sur Casablanca-ville pour bâtir une véritable métropole économique multipolaire, structurée par des hubs industriels à échelle humaine.

Entre mégazones industrielles et micro-pôles artisanaux, Casablanca-Settat invente une nouvelle géographie économique, inclusive et durable. En pariant sur les TPE comme sur les multinationales, la région refuse les oppositions stériles et trace une voie hybride, à la fois ambitieuse et réaliste. Si elle parvient à surmonter les défis institutionnels et fonciers, elle pourrait bien devenir le laboratoire marocain d'une industrie du XXIe siècle, plus proche, plus verte, et plus humaine.



POLLUTION, DÉCHETS, QUALITÉ DE L'AIR : MÉDIOUNA, SYMBOLE D'UNE RÉVOLUTION VERTE À CASABLANCA-SETTAT

D'une décharge à ciel ouvert à une colline verte, un basculement écologique sans précédent

À Médiouna, Casablanca transforme sa plus grande décharge en colline verte. Un virage écologique inédit pour la région et un symbole de transition durable.

Médiouna : fin de règne pour la plus célèbre décharge du Maroc

Longtemps qualifiée de « bombe écologique » aux portes de Casablanca, la décharge de Médiouna a pendant des décennies symbolisé les errements de la gestion des déchets urbains au Maroc. S'étendant sur 950 hectares, elle recevait quotidiennement des milliers de tonnes d'ordures dans des conditions précaires, sans tri, sans recyclage, et avec des risques sanitaires majeurs.

Mais cette époque touche à sa fin. Sous l'impulsion du Conseil régional de Casablanca-Settat, un plan de reconversion inédit est en cours : transformer ce lieu de désastre écologique en une colline verte, véritable espace public de réconciliation entre la ville et son environnement.

Un éco-campus des déchets pour tourner la page

Le projet ne se limite pas à l'enfouissement ou au camouflage. Il s'agit d'une transformation de fond : la nouvelle infrastructure, qui occupera seulement 40 hectares sur les 950 d'origine, sera un site intégré de valorisation des déchets.

Son budget ? 18 milliards de dirhams, dont 80 % consacrés à la seule décharge. Ce chiffre témoigne de l'ampleur de la mutation. Le site accueillera des unités de :

tri sélectif,
recyclage,
compostage,
production d'énergie à partir de déchets (biogaz, incinération contrôlée).

Ce campus écologique servira également de lieu d'éducation environnementale, avec des parcours pédagogiques, des visites scolaires et des formations aux métiers verts.



Une manière de faire de l'écologie un levier économique, et non un simple coût.

■ Une logique environnementale régionale cohérente

Cette reconversion de Médiouna ne vient pas seule. Elle s'inscrit dans une stratégie environnementale régionale plus vaste, qui comprend notamment :

I l'installation de stations de mesure de la qualité de l'air dans les zones les plus polluées de Casablanca,

la mise en service de stations de réutilisation des eaux usées (Sidi Bernoussi déjà opérationnelle, El Hank en cours de finalisation),

un plan de reboisement et de préservation des espaces verts,

une politique active de sensibilisation citoyenne aux enjeux environnementaux.

« Nous voulons une tolérance zéro contre la pollution », martèle Abdellatif Maâzouz, président du Conseil régional. Pour lui, la santé publique passe désormais par la rigueur écologique, et cela doit se refléter dans chaque projet d'aménagement.

L'enjeu sanitaire : invisible mais central

Au-delà de l'image d'une décharge transformée, il y a l'urgence sanitaire. Les études convergent : la pollution de l'air dans les métropoles marocaines est l'un des facteurs majeurs de maladies respiratoires chroniques. Médiouna contribuait à cette dégradation silencieuse.

Désormais, avec des stations de surveillance automatisées, des données publiques en temps réel sur la qualité de l'air sont en cours de déploiement. L'objectif est de rendre visible l'invisible et de responsabiliser collectivités et citoyens.

Maâzouz propose d'aller plus loin : intégrer un « droit à un environnement sain » dans la gouvernance régionale. Une proposition audacieuse, mais qui répond à une attente croissante dans l'opinion publique.

Des leçons pour les autres régions ?

Si le projet de Médiouna réussit, il pourrait faire école dans d'autres métropoles marocaines, comme Fès, Marrakech ou Tanger, elles aussi confrontées à des défis similaires. Le modèle repose sur :

une vision de long terme,

un financement structuré et soutenable,

une concertation multi-acteurs (collectivités, entreprises, citoyens),

et une volonté politique forte, rare en matière d'écologie.

Casablanca-Settat ne prétend pas à la perfection, mais elle assume désormais son rôle de territoire pilote. Si les délais sont tenus et les standards respectés, Médiouna pourrait devenir le symbole d'un basculement culturel aussi bien qu'institutionnel

La décharge de Médiouna a longtemps incarné l'incurie et l'impuissance. Elle devient aujourd'hui le fer de lance d'une transition écologique régionale ambitieuse. Ce chantier, à la fois technique, social et symbolique, montre qu'il est possible de transformer un fardeau en opportunité. Reste à espérer que le Maroc tout entier en tirera les leçons... et l'inspiration.



RURALITÉ OUBLIÉE OU AVENIR STRATÉGIQUE ? CASABLANCA-SETTAT FACE À SON AUTRE MOITIÉ

Routes, eau, électricité, pôles émergents : une politique de rattrapage territorial en marche

Casablanca-Settat investit massivement dans les routes, l'eau et les services ruraux pour réduire les inégalités et freiner l'exode rural dans sa région.

Quand la région la plus urbaine du pays est aussi... la plus rurale

Casablanca-Settat. Le nom évoque immédiatement les gratte-ciel, les tramways, les zones industrielles ou les tours en construction. Pourtant, 75 % de la superficie de la région est rurale. Derrière la façade métropolitaine, se cachent des milliers de douars, souvent oubliés, enclavés, fragiles.

Le Conseil régional, sous la présidence d'Abdellatif Maâzouz, en a fait un axe prioritaire. Loin des projecteurs, une politique de rééquilibrage territorial est en cours. Moins spectaculaire, mais sans doute plus décisive pour l'avenir du Maroc périphérique.

Routes rurales : 3.500 kilomètres pour désenclaver les campagnes

Le chantier le plus visible est celui des routes rurales. Depuis le lancement du Plan régional de développement, 2.000 kilomètres ont été construits, et 1.500 supplémentaires sont en cours.

Ces routes, souvent simples pistes stabilisées, changent la vie des populations : accès au marché, à l'école, à l'hôpital. Elles permettent aussi de freiner l'exode rural, en reconnectant les zones agricoles aux centres économiques. Certaines liaisons ont permis d'ouvrir des douars entiers à la circulation pour la première fois, avec des retombées concrètes sur les prix des produits agricoles, la mobilité des femmes et la scolarisation des filles.

Eau potable, électricité, assainissement : une course contre l'oubli

L'accès à l'eau reste un défi dans plusieurs provinces de la région. Pour y répondre, la région a installé des stations de dessalement et de déminéralisation dans des communes rurales comme Settat, Sidi Bennour, Berrechid ou Benslimane.



Ces stations monoblocs, faciles à déployer, permettent de garantir une eau potable conforme aux normes à des villages autrefois tributaires des citernes ou des puits pollués. Une trentaine de stations sont prévues, dont la moitié déjà opérationnelle.

L'électrification et l'assainissement progressent aussi, en lien avec la Société régionale multiservices Casablanca-Settat, nouvel acteur public qui coordonne les services de base à l'échelle du territoire.

Des centres émergents pour structurer l'espace rural

Au lieu de disperser les investissements, la région mise sur un maillage intelligent : créer des centres émergents à taille intermédiaire, entre le douar et la ville.

Ces pôles ruraux seront dotés de :

centres de santé,
écoles et collèges,
marchés hebdomadaires aménagés,
espaces pour TPE agricoles ou artisanales.

L'objectif est de fixer les populations, de créer des opportunités locales d'emploi et d'offrir une vie décente sans obliger à migrer vers Casablanca.

Le vrai défi : raccorder la ruralité à l'économie productive

Abdellatif Maâzouz insiste : l'aménagement rural ne peut pas être réduit à des routes ou des forages. Il faut raccorder ces territoires au moteur économique régional.

C'est dans cette logique que s'inscrit la création de zones d'activité de proximité à Médiouna ou Sidi Bernoussi, pensées comme des lieux d'intégration économique pour des populations parfois relogées depuis des quartiers insalubres ou des bidonvilles.

Ces zones permettront à de petites unités agricoles, artisanales ou logistiques issues des périphéries rurales de travailler dans un cadre formel, structuré et durable, au lieu d'alimenter l'informel.

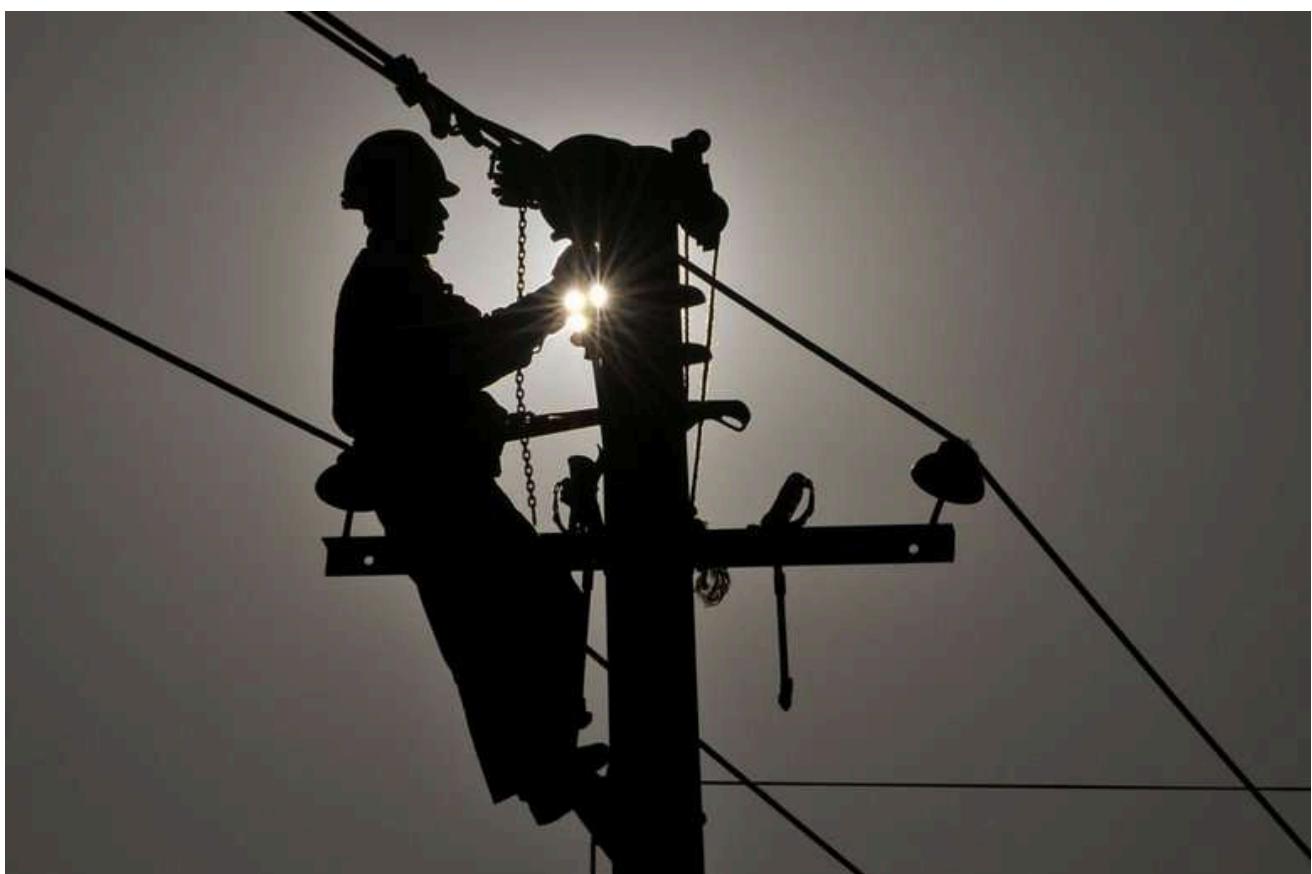
Une ruralité moderne, connectée et digne

Casablanca-Settat veut montrer que le rural n'est pas un monde dépassé, mais un réservoir d'avenir. Si l'on investit intelligemment, les campagnes peuvent produire, innover, exporter, et même... inspirer.

La région s'engage aussi dans des projets de connexion numérique dans les zones reculées, car le numérique est désormais un droit, au même titre que l'eau ou l'électricité.

Pour Maâzouz, le but est clair : « Nous voulons que chaque citoyen, où qu'il vive, ait accès à un minimum vital de dignité et d'opportunités. »

On parle souvent de la fracture numérique ou sociale. Mais la fracture territoriale est la plus profonde, car elle touche à la géographie de l'inégalité. Casablanca-Settat, souvent perçue comme la région de tous les excès urbains, pourrait bien devenir un modèle de réconciliation entre ville et campagne. À condition de tenir ses promesses, et d'écouter les voix les plus éloignées du centre.



CAN 2025 ET COUPE DU MONDE 2030 : CASABLANCA-SETTAT SE PRÉPARE À ENTRER SUR LE TERRAIN MONDIAL



Quand le sport devient catalyseur de transformation territoriale, d'investissement et de fierté régionale

La région Casablanca-Settat mise sur la CAN 2025 et le Mondial 2030 pour transformer ses infrastructures et booster son image. Un pari de développement durable.

Des compétitions sportives aux enjeux géostratégiques

En accueillant des matchs de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2025 et de la Coupe du Monde 2030, la région Casablanca-Settat ne se contente pas de participer à une fête sportive. Elle entre dans une dynamique d'investissement stratégique, destinée à accélérer la modernisation de ses infrastructures, rehausser son image internationale et créer un héritage durable pour ses habitants.

Ce double événement est perçu par les autorités régionales, notamment par son président Abdellatif Maâzouz, comme une opportunité historique : « Ces compétitions sont bien plus que du football. Ce sont des leviers de développement, à condition de bien les piloter. »

Mobilité, sécurité, accueil : une région sous tension positive

Face aux exigences de la FIFA et de la CAF, la région s'est dotée d'un comité régional dédié, fédérant toutes les administrations concernées : sécurité, transport, tourisme, collectivités locales, secteur privé.

Parmi les projets prioritaires :

Achèvement des lignes 3 et 4 du tramway pour desservir les zones sportives.

Déploiement du Réseau Express Régional (RER) avec arrêts stratégiques près des stades et gares intermodales.

Création de zones d'accueil temporaires et d'espaces fans dans les quartiers populaires.

Montée en puissance des équipements de sécurité et de vidéosurveillance urbaine.

La région souhaite garantir une expérience fluide, festive et sécurisée aux dizaines de milliers de visiteurs attendus, tout en laissant en héritage des infrastructures durables.

Une vitrine touristique et culturelle pour Casablanca

Longtemps boudée par les circuits touristiques classiques, Casablanca compte bien se racheter une image. La CAN et le Mondial sont l'occasion de mettre en avant son patrimoine Art déco, son littoral, ses lieux iconiques (mosquée Hassan II, centre Anfa, parc de la Ligue arabe...).

La région prévoit une campagne de promotion ciblée, appuyée par des investissements dans : la remise à niveau des hôtels moyens de gamme, le soutien aux petits opérateurs touristiques locaux, des circuits culturels et artistiques temporaires, la valorisation des spécialités culinaires et artisanales locales.

Objectif : faire découvrir une Casablanca authentique, accueillante et accessible, loin des clichés de ville bétonnée.

Des stades aux zones économiques : un effet domino assumé

Mais l'effet le plus durable pourrait bien être... économique. Les investissements consentis pour les événements sportifs servent de prétexte pour accélérer des chantiers longtemps différés :

Échangeurs Sidi Maârouf et Zenata, essentiels pour la fluidité automobile.

Zones industrielles Laghdira et Settat, valorisées pour attirer les entreprises internationales.

Transformation de la décharge de Médiouna pour verdir l'image de la ville.

Renforcement du réseau d'eaux usées recyclées pour arroser les espaces verts autour des infrastructures sportives.

Casablanca-Settat utilise le prétexte sportif pour opérer une transformation en profondeur, avec des effets attendus sur l'emploi, la logistique, la connectivité et l'attractivité régionale.

Inclusion ou vitrine ? Le double défi de l'héritage

Si les ambitions sont fortes, la question de l'héritage social reste centrale : à qui profiteront réellement ces investissements ? La région promet des retombées pour les jeunes, les quartiers périphériques, les TPE locales (dans le BTP, la sécurité, l'alimentation...).

Échangeurs Sidi Maârouf et Zenata, essentiels pour la fluidité automobile.

Zones industrielles Laghdira et Settat, valorisées pour attirer les entreprises internationales.

Transformation de la décharge de Médiouna pour verdir l'image de la ville.

Renforcement du réseau d'eaux usées recyclées pour arroser les espaces verts autour des infrastructures sportives.

Casablanca-Settat utilise le prétexte sportif pour opérer une transformation en profondeur, avec des effets attendus sur l'emploi, la logistique, la connectivité et l'attractivité régionale.

Inclusion ou vitrine ? Le double défi de l'héritage

Si les ambitions sont fortes, la question de l'héritage social reste centrale : à qui profiteront réellement ces investissements ? La région promet des retombées pour les jeunes, les quartiers périphériques, les TPE locales (dans le BTP, la sécurité, l'alimentation...).

Mais les précédents internationaux montrent que les grands événements peuvent aussi creuser les inégalités. C'est pourquoi la gouvernance régionale mise sur une logique participative, avec des concertations locales, des appels à projets citoyens et une transparence sur l'allocation des ressources.

Le mot d'ordre ? Pas de stades vides après la fête.
Pas de développement sans population.



Un moment de fierté collective... à condition d'être au rendez-vous

Au-delà des chiffres et des chantiers, ces événements sont aussi une affaire de narration : ils doivent permettre aux habitants de Casablanca-Settat de retrouver une fierté d'appartenance, dans une ville souvent perçue comme froide et anonyme.

C'est tout l'enjeu de l'animation urbaine prévue pendant les compétitions : spectacles, expositions, concerts, et surtout appropriation des espaces publics par les citoyens, dans une logique festive mais inclusive.

La CAN 2025 et la Coupe du Monde 2030 ne sont pas seulement des défis sportifs. Ce sont des accélérateurs politiques, économiques et symboliques pour Casablanca-Settat. Si la région parvient à en faire un levier de transformation structurelle, alors elle aura réussi bien plus qu'un bon tournoi. Elle aura marqué... un but dans son propre camp. Pour le bien de tous.

DETTE MAÎTRISÉE, AMBITIONS ASSUMÉES : LA STRATÉGIE FINANCIÈRE DE CASABLANCA-SETTAT DÉCRYPTÉE

Une ingénierie budgétaire audacieuse pour transformer durablement la première région du Royaume

Casablanca-Settat lance un emprunt d'un milliard de dirhams pour financer ses projets.

Une stratégie maîtrisée, qui combine rigueur budgétaire et ambition.

Emprunter sans s'endetter ? Le pari intelligent de la région Casablanca-Settat

À l'heure où de nombreuses collectivités territoriales peinent à boucler leurs budgets, la région Casablanca-Settat affiche une stratégie financière à la fois prudente et ambitieuse. Sous la présidence d'Abdellatif Maâzouz, elle s'apprête à lancer en septembre son tout premier emprunt obligataire, d'un montant d'un milliard de dirhams. Une décision qui pourrait faire date dans l'histoire de la régionalisation avancée au Maroc.

Loin d'être une fuite en avant, cet emprunt est le fruit d'une planification méticuleuse, s'appuyant sur une gestion rigoureuse des finances publiques et une maîtrise exemplaire de l'endettement.

Moins de 10 % de dette : une région budgétairement saine

Contrairement aux idées reçues, la région n'arrive pas en terrain fragile. Son taux d'endettement actuel est inférieur à 10 % de ses ressources, bien en deçà des seuils d'alerte fixés au niveau national et international. Cette marge de manœuvre a été obtenue grâce à une réduction significative de la dette régionale dès l'arrivée de l'équipe actuelle.

Résultat : Casablanca-Settat peut aujourd'hui mobiliser des ressources d'envergure sans compromettre sa solvabilité. Les bailleurs de fonds – nationaux et internationaux – répondent présents, attirés par la crédibilité institutionnelle et la cohérence du plan d'investissement régional.

Un levier d'investissement massif pour les projets structurants

L'emprunt obligataire d'un milliard de dirhams n'est qu'un début. La région prévoit de lever entre 3 et 4 milliards de dirhams dans les années à venir, pour financer :

- le Réseau Express Régional (RER),
- la décharge nouvelle génération de Médiouna,
- les zones industrielles de Laghdira et Settat,
- les stations de traitement des eaux usées,
- et des routes rurales, dans les provinces enclavées.



Chaque dirham investi par la région devra générer trois dirhams supplémentaires via les cofinancements (ministères, bailleurs internationaux, partenariats publics-privés). C'est le cœur de la logique de levier financier défendue par Maâzouz : « Ne pas tout financer seul, mais entraîner l'écosystème. »

Gouvernance budgétaire : l'autre secret de la réussite

Mais la performance financière ne tient pas qu'aux chiffres. Elle repose aussi sur une gouvernance fluide. Le Conseil régional bénéficie d'une majorité politique stable, d'une structure administrative renforcée, et d'un pilotage technocratique rigoureux.

Les circuits de décision ont été raccourcis, les projets mieux séquencés, les appels d'offres anticipés. Malgré les lourdeurs inhérentes à la réglementation nationale (visas, contrôles, délais), la région a gagné en efficacité. Les délais d'exécution ont été réduits de moitié en deux ans.

Transparence et communication : la clé pour rassurer les citoyens

Consciente que l'emprunt suscite toujours des craintes, la région joue la carte de la transparence : publication du taux d'endettement, ventilation des projets financés, implication de la société civile dans les instances de suivi. Une cellule d'écoute citoyenne est même en projet, pour permettre aux habitants de s'informer sur l'avancement réel des grands chantiers.

Objectif : éviter la défiance, trop fréquente lorsque l'argent public est mobilisé à grande échelle.

Vers un nouveau modèle de finance territoriale au Maroc ?

Si ce premier emprunt réussit, il pourrait faire jurisprudence. D'autres régions – moins dotées mais confrontées à des défis similaires – pourraient s'en inspirer, à condition de bâtir, elles aussi, une capacité d'ingénierie financière et de gestion rigoureuse.

Casablanca-Settat assume ce rôle de région pilote, non seulement dans les infrastructures, mais aussi dans la gouvernance financière. Une forme de souveraineté budgétaire locale émerge, sans sortir du cadre national, mais en l'exploitant pleinement.

Lancer un emprunt n'est pas une preuve de faiblesse, mais une démonstration de maturité. Casablanca-Settat semble l'avoir compris. En maîtrisant sa dette, en structurant ses investissements et en imposant une nouvelle culture de gestion, la région trace le chemin d'un territoire capable de financer lui-même sa transformation, au service des habitants. Une petite révolution... à suivre de près.



RÉUTILISER PLUTÔT QUE GASPILLER : CASABLANCA-SETTAT AU DÉFI DE L'EAU

Une stratégie hydrique innovante pour irriguer l'avenir... sans puiser dans le passé

Casablanca-Settat réutilise ses eaux usées pour préserver l'eau potable. Un modèle de gestion innovant face au stress hydrique et aux défis climatiques.

Face à la pénurie d'eau, une région en mode solution

Le Maroc est confronté à un stress hydrique chronique, aggravé par les sécheresses répétées et le changement climatique. La région Casablanca-Settat, pourtant l'une des plus urbanisées du pays, ne fait pas exception. Mais plutôt que de subir, elle choisit d'agir autrement. En première ligne : une stratégie de réutilisation des eaux usées traitées. Objectif ? Soulager la pression sur l'eau potable tout en maintenant les espaces verts urbains qui jouent un rôle vital pour la qualité de vie. Une révolution discrète, mais déterminante, est en cours.

Sidi Bernoussi, pionnière de la ville circulaire

Le premier jalon a été posé à Sidi Bernoussi, avec une station de traitement et de réutilisation des eaux usées devenue opérationnelle. Ce site alimente désormais toute la partie nord de Casablanca, en particulier le long de l'autoroute menant à Rabat.

Résultat : des parcs et espaces verts arrosés sans recourir à l'eau potable, un cadre de vie préservé, et une gestion plus rationnelle de la ressource. Ce modèle, déjà salué par des organismes internationaux, est désormais prêt à être répliqué ailleurs.

El Hank : un projet emblématique pour le sud de la ville

La deuxième station, située à El Hank, sera mise en service d'ici fin 2025. Elle desservira la zone d'Anfa, y compris : la mosquée Hassan II, le parc de la Ligue arabe, le golf d'Anfa, plusieurs quartiers résidentiels et touristiques. Cette installation prend le relais d'un ancien site géré par Lydec, mais avec une technologie de dernière génération, capable de produire une eau recyclée sans danger pour les usagers ni l'environnement.

Un modèle duplicable dans les communes rurales

Au-delà des grandes infrastructures, la région déploie aussi des stations monoblocs dans des zones rurales (Settat, Sidi Bennour, Benslimane).



Ces mini-unités de traitement permettent d'assurer l'accès à l'eau potable pour des populations éloignées, tout en préparant l'agriculture locale à un usage plus circulaire de l'eau.

En tout, une trentaine d'unités sont prévues, dont la moitié déjà opérationnelles. Ce maillage contribue à sécuriser la ressource dans un territoire aussi vaste que contrasté.

Des chiffres qui parlent : moins de gaspillage, plus de résilience

Plus de 60 % de l'eau utilisée pour l'arrosage des espaces verts à Casablanca pourrait être remplacée par de l'eau recyclée à l'horizon 2030.

Les stations prévues permettront d'économiser des millions de m³ d'eau potable chaque année.

La région prévoit d'intégrer ce mode de gestion dans toutes les nouvelles zones industrielles, pour des usages non domestiques (nettoyage, process industriels, sanitaires...).

Vers une culture de la sobriété hydrique

Mais le succès ne sera pas que technique. Il repose aussi sur un changement de mentalité. Casablanca-Settat veut promouvoir une culture de l'eau recyclée, sans tabous ni rejet. Pour cela, des campagnes de sensibilisation sont prévues dans les écoles, les entreprises et auprès des gestionnaires de copropriétés.

Le message est simple : l'eau n'est pas infinie, et il faut apprendre à l'utiliser plusieurs fois avant de la perdre. Dans cette logique, le recyclage devient non seulement possible, mais désirable, moderne et responsable.

Longtemps invisible, la question de l'eau devient centrale dans l'action publique régionale. Casablanca-Settat, en faisant le choix de la réutilisation intelligente plutôt que du gaspillage, montre qu'il est possible de concilier qualité de vie urbaine, équité territoriale et sobriété écologique. L'avenir s'annonce sec, certes. Mais il peut aussi être lucide.



SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



FEU D'ARTICLES !

FIN JUIN 2025, VOTRE PORTAIL
LODJ.MA FÊTE TROIS JALONS MAJEURS

50 000 ARTICLES PUBLIÉS
10 MILLIONS DE LECTURES
5000 CONTRIBUTIONS

MERCI DE VOTRE CONFIANCE
POURSUIVONS ENSEMBLE CETTE AVENTURE !

www.lodj.ma



SCAN ME!



L'actualité est sélectionnée et envoyée mensuellement via Newsletter à nos 300000 abonnés.
L'information est également publiée quotidiennement sur Google Actualités.

@lodjmaroc

RÉGIONALISATION AVANCÉE : CASABLANCA-SETTAT EN LABORATOIRE DE GOUVERNANCE

Une métropole au service du territoire, ou comment sortir du modèle centralisé par l'exemple

Casablanca-Settat se positionne comme un laboratoire de la régionalisation avancée, entre gouvernance intégrée, projets concrets et démocratie territoriale.

Une région, plusieurs vitesses, un cap commun

La régionalisation avancée n'est plus un simple slogan constitutionnel. Elle devient peu à peu un mode de gouvernance opérationnel, à condition d'être portée par des institutions solides, des élus engagés... et des territoires pilotes. La région Casablanca-Settat s'impose aujourd'hui comme l'un de ces laboratoires grandeur nature.

Présidée par Abdellatif Maâzouz, la plus peuplée et la plus productive des régions du Royaume s'illustre par sa capacité à planifier, financer et exécuter des projets structurants, tout en construisant un modèle de gouvernance intégrée entre communes, wilayas, ministères et société civile.

Une métropole élargie, au-delà de Casablanca

Première mise au point d'Abdellatif Maâzouz : Casablanca ne se résume pas à la commune urbaine de Casablanca. La région comprend aussi Nouaceur, Médiouna, Benslimane, Berrechid, Mohammedia, Settat, autant de territoires interdépendants formant une véritable métropole régionale. Cette approche intercommunalité + territoire élargi permet de dépasser les cloisonnements administratifs et de concevoir des projets à l'échelle fonctionnelle réelle, comme les réseaux de transport, les zones d'activité ou les politiques environnementales.

Le Conseil régional, de la planification à l'exécution

La région ne se contente plus de « cofinancer » des projets de l'Etat. Elle initie, pilote et coordonne. Parmi les exemples : Tramways, RER, BHNS, co-construits avec l'ONCF et Casa Transports. Zones industrielles de Laghdira et Settat, pensées avec les aménageurs publics. Décharge verte de Médiouna, projet 100 % régional.

Stations d'eaux usées et de dessalement, anticipant la pénurie hydrique

Le Conseil régional devient un maître d'ouvrage opérationnel, capable de mobiliser des ressources, structurer des appels d'offres, assurer le suivi et même communiquer autour des projets.

Les clefs d'une gouvernance performante

Plusieurs ingrédients expliquent cette dynamique :

Majorité politique stable, évitant les blocages partisans. Administration renforcée, avec des profils qualifiés et une organisation resserrée. Concertation transversale avec les communes, les ministères et les partenaires privés. Stratégie financière proactive : budget 2025 de 1,4 milliard de dirhams, effets leviers avec bailleurs. Culture du résultat : réduction des délais d'exécution, indicateurs de suivi.



Casablanca-Settat prouve que la régionalisation ne se décrète pas, elle se construit au quotidien, projet par projet, budget après budget.

Des compétences clarifiées... ou à clarifier ?

Mais tout n'est pas encore fluide. La répartition des compétences entre les régions, les communes et les wilayas reste parfois floue ou chevauchante. Certaines prérogatives – comme l'éclairage public ou la gestion des espaces verts – donnent lieu à des interventions croisées.

La solution ? Non pas tout centraliser à nouveau, mais clarifier les textes, formaliser les coopérations, contractualiser les responsabilités. Maâzouz plaide pour des conventions-cadres dynamiques, adaptables aux projets et aux spécificités locales.

Une gouvernance plus proche des citoyens

Un autre pilier est la démocratie territoriale. Le Conseil régional ne se limite pas à une technostucture. Il organise régulièrement : des concertations territoriales, des rencontres avec les associations locales, des consultations publiques sur les grands projets. Cette démarche de participation alimente la légitimité du Conseil et renforce l'adhésion des citoyens. Car une gouvernance sans peuple est une coquille vide.

La région Casablanca-Settat expérimente ce que pourrait devenir la gouvernance publique marocaine dans dix ans : proactive, intégrée, lisible, participative et responsable. Si ce modèle réussit, il peut devenir une source d'inspiration nationale, bien au-delà de ses frontières administratives. Mais il faudra tenir bon, affiner les outils, et surtout... garder le cap politique malgré les secousses.

LODj

خليل JÉUNÉ



www.lodj.ma



SCAN ME

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO
ÉMISSION WEB TV, PODCASTS, REPORTAGE, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS

ABDELLATIF MAÂZOUZ, LE STRATÈGE DISCRET D'UNE RÉGION EN MUTATION

Portrait d'un artisan de la transformation régionale, entre rigueur technocratique et vision politique

Portrait d'Abdellatif Maâzouz, président de Casablanca-Settat : un homme discret mais stratégique, au cœur de la transformation régionale et institutionnelle.

Une carrière bâtie entre expertise, pédagogie et action publique

Il n'aime pas les caméras. Il parle peu, mais agit beaucoup. Abdellatif Maâzouz, président du Conseil régional de Casablanca-Settat, incarne une figure rare dans le paysage politique marocain : celle d'un homme de dossiers, qui préfère les feuilles Excel aux effets de manche. Économiste de formation, professeur depuis plus de quarante ans, ancien ministre délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger puis du Commerce extérieur, banquier, maire... Maâzouz a tout vu, tout traversé. Son arrivée à la tête de la première région du Royaume ne relève pas du hasard, mais d'un cheminement rigoureux au cœur des institutions.

Un président de région pas comme les autres

Contrairement à d'autres élus régionaux souvent issus de la politique partisane pure, Maâzouz incarne une gouvernance méthodique, technique et orientée vers les résultats. Depuis sa prise de fonction, il a imprimé un style : discret, mais ferme ; rationnel, mais ambitieux.

Il n'enchaîne pas les annonces : il livre des plans, des chiffres, des bilans. Dans ses interviews, pas d'effet de communication, mais une feuille de route. Sa phrase fétiche ? « Chaque dirham investi doit générer trois dirhams de levier. »

Sa vision : planifier, intégrer, exécuter

Maâzouz résume son action en trois mots :

Planifier : chaque projet régional s'inscrit dans une vision long terme, alignée avec les objectifs de la régionalisation avancée.

Intégrer : il refuse la segmentation verticale entre État, communes, wilayas et entreprises. Tout projet est co-construit et multi-niveaux.

Exécuter : réduction des délais, rigueur budgétaire, traçabilité des fonds, priorisation.

Ce modèle lui permet de mener à bien des projets d'envergure comme le Réseau Express Régional,

la reconversion de la décharge de Médiouna, ou la création de zones industrielles et de proximité.

Un rapport à la politique fondé sur l'efficacité

Son style peut parfois déranger. On lui reproche une certaine froideur, un manque de charisme populiste, une absence de visibilité médiatique. Mais lui s'en tient à sa méthode : « Je suis là pour faire avancer la région, pas pour faire le show. »

Il cultive une relation professionnelle avec son équipe, tout en assurant une stabilité politique au sein du Conseil régional grâce à une majorité solide, qui lui permet d'éviter les blocages. Ses adversaires reconnaissent sa capacité à concilier les intérêts sans renier sa ligne de conduite.

Un homme du présent... et de l'après

À 69 ans, Maâzouz pense autant aux générations futures qu'à son bilan. Il souhaite laisser une empreinte territoriale durable. Son obsession : faire de Casablanca-Settat un territoire métropolitain moderne, au sens infrastructurel, environnemental et social du terme.

Il insiste sur des projets sobres, structurants, inclusifs. Pour lui, le prestige ne passe pas par les inaugurations fastueuses, mais par la stabilité des services publics, la propreté des villes, l'égalité d'accès aux opportunités.

Et après ?

Dans un Maroc en pleine redéfinition de ses équilibres territoriaux, le profil Maâzouz pourrait inspirer d'autres régions. Pas forcément en copiant le modèle, mais en intégrant les principes d'exécution, de transversalité et de transparence.

Lui ne s'exprime pas sur son avenir politique. Il se concentre sur ses échéances régionales, les chantiers en cours, et la réussite de la CAN 2025 et de la Coupe du Monde 2030. Comme s'il savait que le temps de l'action ne supporte pas le bruit.

Abdellatif Maâzouz n'est pas un président comme les autres. Il est un stratège de la gouvernance territoriale, un bâtisseur de systèmes, un homme de chiffres au service du terrain. À l'heure où la politique souffre d'un déficit de crédibilité, il incarne un contre-modèle, discret mais solide. Peut-être est-ce cela, au fond, la véritable modernité politique : faire sans bruit ce que d'autres annoncent sans faire.





SCAN ME!

**REJOIGNEZ NOTRE CHAÎNE WHATSAPP
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !**

ENTRETIEN EN 10 QUESTIONS

à Abdellatif Maâzouz,
président de la région Casablanca-Settat

1. Monsieur le Président, Casablanca-Settat est aujourd'hui présentée comme un laboratoire du Maroc en mutation. Qu'est-ce qui, selon vous, justifie ce statut ?

Casablanca-Settat est la région la plus peuplée, la plus industrialisée et la plus dynamique du Royaume. Elle produit plus de 30 % du PIB national et concentre une large part des investissements et surtout des IDE, couvrant aussi bien des activités traditionnelles que des secteurs modernes. Mais ce n'est pas seulement pour ses chiffres que la région est un laboratoire : c'est parce qu'elle se transforme. Nous avons fait le choix, en tant qu'équipe régionale, de ne pas subir cette centralité, mais de l'organiser. Cela implique une vision intégrée entre l'urbain et le rural, l'environnement et l'économie, le social et l'infrastructure, l'industrie et les services, la formation et la R&D. Ce que nous expérimentons ici, dans la planification, la gouvernance budgétaire, ou la gestion des grands projets, peut inspirer d'autres territoires. Nous voulons démontrer qu'une région peut être à la fois performante économiquement, inclusive socialement et sobre écologiquement.



2. L'un des projets les plus symboliques de cette transformation est la reconversion de la décharge de Médiouna. Peut-on vraiment transformer une « bombe écologique » en colline verte ?

La décharge de Médiouna, est un symbole. Un symbole de l'ancienne manière de faire : entasser, ignorer, cacher. Mais c'est aussi un lieu de douleur sociale et environnementale. En transformant ce site en colline verte, avec un éco-campus des déchets, nous tournons une page. Après la réhabilitation de l'ancienne décharge, nous investissons dans une nouveau unité de traitement où Sur 250 hectares initialement prévus , seuls 40 ha seront utilisés dans une logique moderne : tri, valorisation énergétique, formation aux métiers verts et réinsertion sociale des chiffonniers. C'est un chantier de plus de 16 milliards de dirhams, en partenariat public privé. Ce n'est pas un camouflage, c'est une reconversion assumée, avec des technologies de pointe, une logique pédagogique, et une ambition sociale. Médiouna ne sera plus une honte, mais un étendard de ce que peut devenir la transition écologique au Maroc en lui donnant les moyens.

3. Vous avez lancé un emprunt obligataire inédit d'un milliard de dirhams. Pourquoi une région doit-elle s'endetter, et comment éviter le surendettement ?

Nous ne nous endettions pas par défaut, mais par stratégie. Nous avons ramené le taux d'endettement de la région à 10 %, ce qui nous donne une marge de manœuvre. L'emprunt que nous lançons n'est que le premier du genre. Il est calibré, sécurisé, et destiné à financer des projets structurants – RER, décharge verte, zones industrielles, stations d'eaux usées, routes rurales. Chaque dirham emprunté est pensé pour générer trois dirhams de cofinancement. C'est une ingénierie financière proactive, où l'effet de levier est un atout pour notre Région et pas un fardeau. Et nous jouons la transparence : le détail des projets, les échéances, les retours attendus sont communiqués. Nous voulons montrer qu'un emprunt, bien utilisé, est un levier de développement anticipé de notre territoire. C'est aussi une manière d'assumer notre stratégie dans le cadre de la régionalisation avancée, telle que voulue par Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'assiste.

4. Le Réseau Express Régional (RER) est l'un des projets phares en matière de mobilité. Où en est-on concrètement ?

Le RER, c'est bien plus qu'un train : c'est un outil d'intégration territoriale. Il reliera Benslimane à Nouaceur en passant par Casablanca, avec 18 arrêts et une fréquence de 12 minutes. Il est pensé pour désaturer la ville, reconnecter les périphéries, et offrir une alternative crédible à la voiture. C'est aussi un autre moyen d'encourager l'emploi et de réduire les émissions de carbone.

Nous avons sécurisé les financements avec les pouvoirs publics et l'ONCF, réalisé les études, et intégré ce projet dans une logique multimodale avec le tram, BHNS, le train régional qui reliera Casablanca à Eljadida d'un côté et à Settat de l'autre. Ce que nous visons, c'est une ville de la demi-heure, où chaque citoyen peut accéder à son lieu de travail ou d'étude sans stress ni précarité de transport. C'est aussi une réponse aux inégalités sociales, car la mobilité est un droit.

5. La ruralité de Casablanca-Settat reste méconnue. Que fait la région pour ses campagnes, souvent oubliées dans le récit métropolitain ?

75 % de la superficie de Casablanca-Settat est rurale. Ce n'est pas une anecdote, c'est une réalité stratégique. Nous avons construit plus de 2.000 km de routes rurales et en prévoyons 1.500 de plus. Nous avons installé des stations de dessalement et de traitement d'eau dans les zones enclavées. Nous développons des centres ruraux émergents, avec écoles, dispensaires, marchés et zones d'activité pour TPE agricoles. Ce n'est pas de la charité : c'est du développement. Le but est de fixer les populations, de donner des opportunités sur place, et de construire un équilibre entre le centre et ses entourages ruraux et péri-urbains. Ce sont nos pourvoeure de source de vie : oxygène et nourriture.



6. Les zones industrielles se multiplient. Comment conciliez-vous attractivité pour les grands groupes et inclusion des TPE locales ?

Nous avons opté pour un modèle mixte. D'un côté, des parks industriels comme Laghdira, Settat, ou Zenata de plusieurs dizaines d'hectares, prêtes à accueillir des géants industriels avec services mutualisés et normes environnementales strictes. De l'autre, des zones de proximité comme Ahl Loughlam ou Errachad, destinées aux TPE et artisans. Ce double modèle permet d'éviter le « tout pour les multinationales » ou le « chacun pour soi ». Nous voulons des écosystèmes intégrés, où les petits bénéficient de l'ombre des grands. Cela passe par une gouvernance souple, des loyers adaptés, et des passerelles vers la formation. C'est une autre manière de penser l'industrialisation, plus humaine et plus territorialisée.

7. La réutilisation des eaux usées est une innovation marquante. Quelle en est la portée réelle ?

Elle est immense. À Sidi Mediouna, nous avons déjà une station qui alimente les espaces verts avec de l'eau recyclée. À El Hank, une deuxième arrive, pour irriguer la mosquée Hassan II, le parc de la Ligue arabe ou encore Anfa et bien au delà. D'autres stations sont programmées pour Mohammedia, Settat et Berrechid.

Cela permet d'économiser des millions de m³ d'eau potable et rendre nos cités plus vertes.

Pour mobiliser plus d'eau potable, nous avons aussi installé 28 stations monoblocs de dessalement profitant surtout au monde rural. C'est une stratégie hydrique cohérente, sobre, et tournée vers l'avenir. Car l'eau sera le défi du siècle. Réutiliser les eaux usées, ce n'est pas un plan B : c'est le vrai plan A.

8. Le climat politique régional est souvent instable ailleurs. Comment avez-vous assuré une gouvernance stable et performante ?

Nous avons bâti une majorité solide, cohérente, et centrée sur les résultats. La politique régionale ne doit pas être une caisse de résonance des querelles partisanes. Elle doit être un espace de gestion. Avec les élus et les cadres, nous formons une seule équipe, nous renforçons l'administration, mettons en place des procédures claires, et établissons une culture de résultat. Chaque projet a des indicateurs, des délais, des responsables. Nous avons aussi misé sur la concertation permanente avec les communes, la wilaya, les provinces et les ministères. Une gouvernance fluide, ça se construit. C'est long, c'est peu visible, mais c'est la clé.

9. La CAN 2025 et la Coupe du Monde 2030 seront-elles vraiment bénéfiques pour les habitants de Casablanca-Settat ?

Absolument. C'est une chance pour nous,

Si on s'y prend bien.

Ces événements sont des catalyseurs. Ils nous permettent d'accélérer des projets d'infrastructure, de tourisme, de sécurité, de mobilité, et de durabilité qui profiteront à tous, bien après les matchs. Nous contribuons et veillons, à côté des premières responsables de cet ambitieux projet, pour que ces investissements soient intégrés, durables et inclusifs. Il ne s'agit pas de construire des stades pour une photo, mais de transformer les territoires concernés pour des générations. L'héritage est notre obsession. Les quartiers populaires doivent bénéficier de ces retombées, via l'emploi, la mobilité, la valorisation locale. Sinon, ce serait une fête volée.



10. Un mot de conclusion, Monsieur le Président ? Où va Casablanca-Settat d'ici 2030 ?

Nous voulons faire de Casablanca-Settat une métropole du XXI^e siècle; un territoire intelligent, résilient, et inclusif. Cela demande du temps, de la rigueur, de la méthode et de la passion. Mais nous avons commencé à poser les briques d'un autre modèle : où l'eau est recyclée, où les TPE ont leur place, où les campagnes sont reliées, où la dette est utile, et où les habitants retrouvent fierté et dignité. Ce n'est pas un rêve. Nous nous inscrivons dans le modèle de développement voulu par Sa Majesté le Roi pour son Pays et ses citoyens. C'est un chantier. Et nous sommes au travail.



**J'en profite
pour remercier
tous les
intervenants
nationaux et
locaux qui y
contribuent
avec
abnégation.
Merci à vous**



UNE PRÉSENCE FORTE SUR LES RESEAUX SOCIAUX



167,2K
FOLLOWERS



412K
FOLLOWERS



1,2M
FOLLOWERS



138K
FOLLOWERS

QUI DIT MIEUX ?

SUIVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX
ET RECEVEZ NOS DERNIÈRES ACTUALITÉS



ECO BUSINESS

PME - TPE - STARTUP

By
LODJ

Lecture en ligne et téléchargement en PDF

52 NUMÉROS

Explorez l'actualité économique
avec notre hebdomadaire !

ECO BUSINESS
PME - TPE - STARTUP
By LODJ



CASABLANCA SETTAT
Laboratoire d'un Maroc qui s'invente

SCAN ME

ECO BUSINESS
PME - TPE - STARTUP
By LODJ



IA : "Madame la ministre,
laissez-moi dire un mot"
IA : Le Maroc à l'heure des choix

SCAN ME

ECO BUSINESS
PME - TPE - STARTUP
By LODJ



L'état actionnaire
Pourquoi l'Etat marocain change de posture
face à ses entreprises publiques
Vers une holding publique d'Etat : Révolution

OU ECOUTER CE NUMÉRO EN DÉBAT-PODCAST ?

SCAN ME

ECO BUSINESS
PME - TPE - STARTUP
By LODJ



Maroc PME : Un nouveau souffle pour une
mission à réinventer ?

Nouveau directeur, nouveau cap pour une
agence en mal de visibilité ?
Alors, attention à ne pas rater le tournant

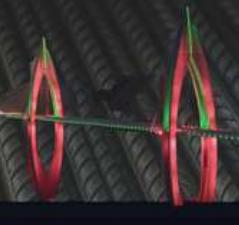
SCAN ME

ECO BUSINESS
PME - TPE - STARTUP
By LODJ



Quand l'acier parle, le Maroc
construit pour de vrai

La preuve par l'acier



Sonsad, pionnière du "Green Steel"
en Afrique

Quand l'acier devient baromètre
économique

SCAN ME

ECO BUSINESS
PME - TPE - STARTUP
By LODJ



LE pari de la désalination au Maroc

SOLUTION DURABLE OU MIRAGE COÛTEUX ?



L'irrigation sacrifiée ? Enquête sur
un secteur en pénurie chronique d'eau

143 milliards de dirhams pour l'eau :
où en est-on ?

SCAN ME

LODj

WWW.PRESSPLUS.MA

VOTRE REGARD HEBDOMADAIRE SUR L'ÉCONOMIE



Plongez dans le monde économique avec notre hebdomadaire dédié. Ici, en lecture en ligne et en téléchargeant ce PDF, vous découvrirez une richesse d'articles, d'analyses et des brèves variées, allant des dernières informations économiques nationales et internationales. Cet hebdomadaire en format express est votre guide incontournable pour découvrir l'essentiel des brèves économiques de la semaine.

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APporte LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS